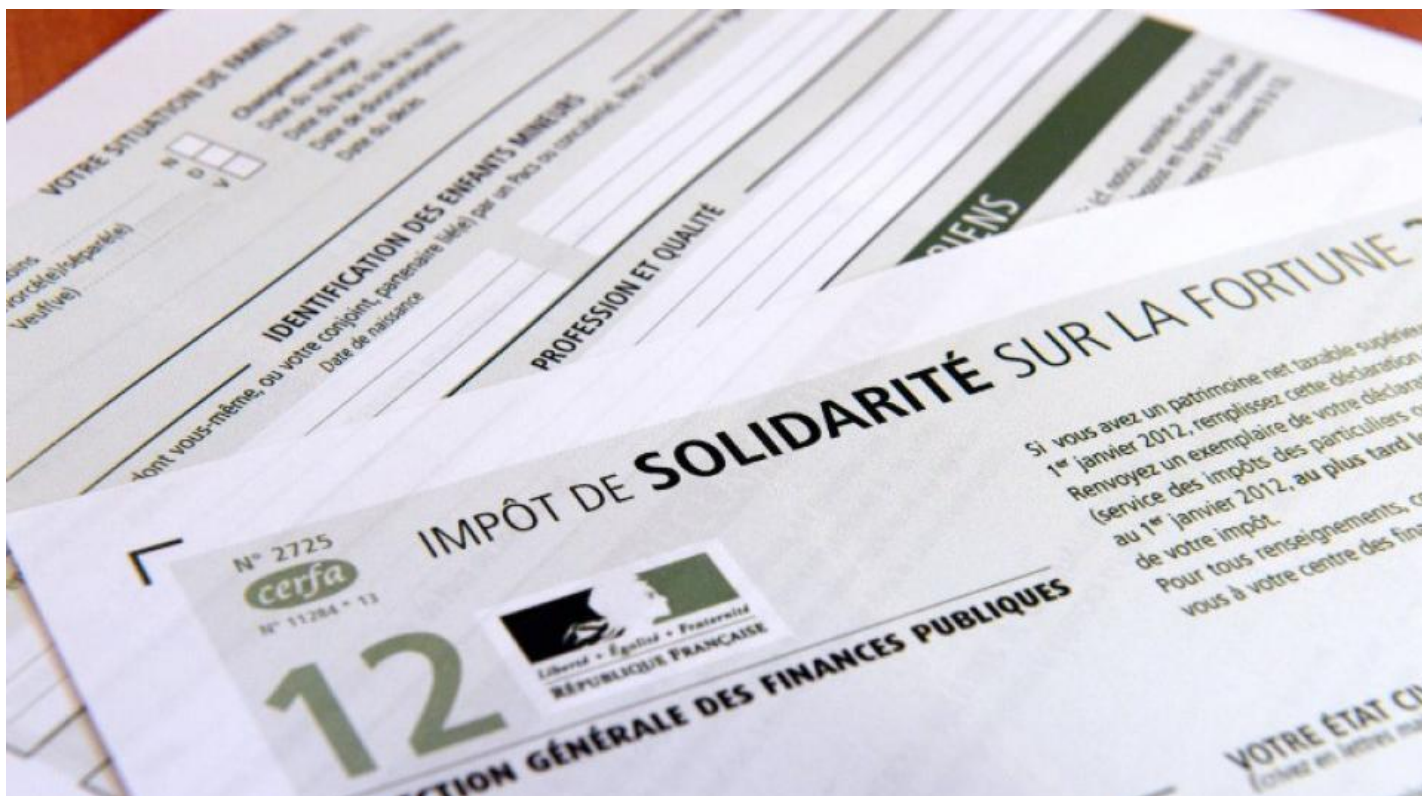


Petits rappels élémentaires d'arithmétique à La France insoumise sur ce qu'on pourrait faire des 4 milliards d'ISF qu'ils auraient préféré continuer à prélever



Lors du débat ayant opposé Jean-Michel Blanquer à Alexis Corbières sur France 2, le représentant de la France Insoumise a suggéré que les "5 milliards" de baisses d'impôts décidées par le gouvernement auraient pu être utilisées à la gratuité de la cantine au sein des écoles de la République. Une rhétorique un peu trop facile...

Avec Philippe
Crevel

Atlantico : Lors du débat ayant opposé Jean-Michel Blanquer à Alexis Corbières sur France 2, le représentant de la France Insoumise a pu suggérer que les "5 milliards" de baisses d'impôts qui ont été décidées par le gouvernement auraient pu être utilisées à la gratuité de la cantine au sein des écoles de la République. Un argument qui avait été également utilisé concernant les hôpitaux, le pouvoir d'achat, les Ehpad, etc. En quoi cette rhétorique peut-elle mettre en évidence une forme d'incohérence de l'approche économique et budgétaire de la France Insoumise ?

Philippe Crevel : Alexis Corbières comme tous les populistes utilise l'art de la rhétorique ou plutôt de l'émotion pour se draper dans les habits d'un Robin de Bois des temps modernes. Mais Robin des Bois allait chercher avec les dents les milliards qu'il entendait redistribuer aux pauvres. Alexis Corbières se contente de réclamer que le Gouvernement distribue les milliards comme des petits pains à tout ceux qui peuvent à tort ou raison en avoir besoin. L'objectif est de souligner que le Gouvernement ne travaille que pour les riches en pointant du doigt de supposés cadeaux quand les nécessiteux, les pauvres doivent se contenter de miettes. La démagogie populiste a cure des raisonnements économiques, de l'arithmétique. La France Insoumise n'entend pas gérer le pays. Il entend développer un fond de commerce réunissant les mécontents de tous les bords. La surenchère est sa politique. Comme les partisans du Brexit ou de la sortie de la Grèce de la zone euro, demain ne compte pas car demain n'est pas censé exister.

En additionnant ainsi les possibilités de dépenses supplémentaires, comment se faire une idée d'une politique budgétaire mise en place par la France Insoumise de Jean Luc Mélenchon ?

Le programme économique de Mélenchon reste celui de la Présidentielle. Des dépenses, des dépenses, des dépenses. Les riches seraient censées financer. Mais, il oublie que tondre un riche de plusieurs millions d'euros n'est qu'une goutte d'eau par rapport à la montagne de dépenses qu'il prévoit de construire. Jean-Luc Mélenchon projetait d'augmenter les dépenses de près de 200 milliards d'euros. Il n'en a pas fini de faire des petits avec les 5 milliards d'euros de cadeau du Gouvernement. C'est un choc de 8 % du PIB

qu'il aurait aimé appliquer à la France. 45 milliards d'euros seraient affectés à « l'urgence sociale » dont 18 milliards pour le logement.

Pour financer la mise en œuvre de la progressivité de la CSG et une baisse de l'impôt sur les sociétés, il compte sur une augmentation des recettes fiscales de 190 milliards d'euros soit près de 10 % du PIB. L'impôt sur le revenu passerait ainsi de 5 à 14 tranches. Un taux à 90% serait institué au-delà de 360 000 ou 400 000 euros de revenus. Les niches fiscales seraient supprimées. Les droits de succession seraient augmentés pour les héritages les plus élevés. Jean-Luc Mélenchon souhaite, par ailleurs, la généralisation et l'augmentation de la taxe sur les transactions financières. Par ailleurs, il entend lutter contre la fraude fiscale et récupérer plusieurs milliards.

Quels en seraient les risques à court, moyen et long terme ?

Fuite de capitaux, expatriation de masse, contrôle du crédit, contrôle des capitaux, contrôle des importations et des exportations, sortie de la zone euro et de l'Union européenne, chômage, implosion financière.... Je ne suis pas certain que devant un tel scénario, Jean-Luc Mélenchon soit prêt à signer un bail pour l'Elysée. Compte tenu de la nature systémique de la France, avec ses banques et ses compagnies d'assurance de taille mondiale, le problème Mélenchon ne s'arrêterait pas à nos frontières, ce serait un problème européen voire mondial. Il faudrait rapidement une conférence internationale pour cantonner la crise française, pour limiter les effets dominos.

Certes, nous pouvons imaginer qu'en cas d'accession au pouvoir, la France Insoumise, après quelques gesticulations, se mette à ressembler au parti d'Alexis Tsipras en Grèce. France Insoumise et Syriza sont actuellement en guerre après avoir été les meilleurs amis du monde. Jean-Luc Mélenchon a accusé Syriza de « répondre toujours plus servilement aux diktats libéraux de la Commission européenne ». En réponse Alexis Tsipras a déclaré mercredi 13 février que « nous sommes plus à gauche que Mélenchon. Nous, nous sommes à gauche en pratique, et pas seulement en paroles. Nous avons créé plus de 300.000 emplois depuis 2015 (...) Greece is back. Notre obsession n'est pas de revenir à l'époque où les gouvernements ne pensaient qu'à dépenser plus, mais de créer plus d'emplois ».